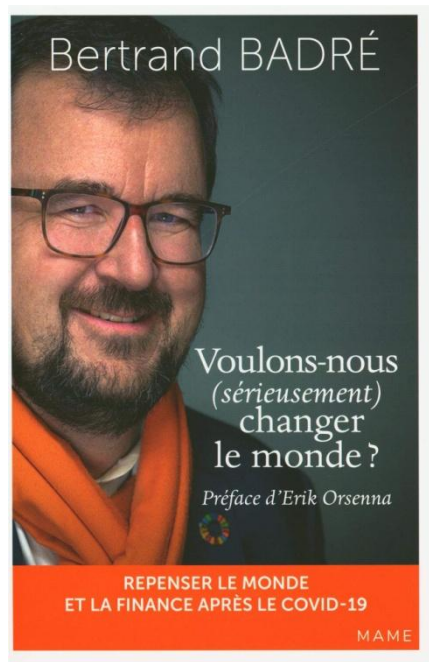


Repenser le monde et la finance après le Covid-19 : voulons-nous sérieusement changer le monde?



La crise pandémique de 2020 a plus que jamais fragilisé notre système économique et financier, ne serait-ce pas la preuve de l'existence de failles dans nos systèmes ? Bertrand Badré, ancien Directeur général de la Banque Mondiale nous a proposé jeudi 28 janvier 2021 une conférence « à » l'INSEAD sur le rôle des marchés financiers dans cette crise, ses failles et par conséquent les solutions qu'on peut y apporter.

Actuellement dirigeant d'un fonds d'investissement misant sur une économie durable, M. Badré a également été représentant des Banques lors du G7, ce qui lui a permis de côtoyer la gouvernance mondiale, il a dirigé la Société Générale pendant la crise des subprimes et est auteur de plusieurs livres dont *Money honnie : et si la finance sauvait le monde?* paru en 2020 aux éditions Débats Publics. Rassemblant tous ces points de vue, il nous propose de regarder autrement la finance et ses problèmes, en retraçant l'histoire économique de ce dernier siècle.

La finance, de nos jours perçue comme un milieu hostile représentant l'ultralibéralisme économique et le capitalisme, semble aller à l'encontre du bien-être mondial. Néanmoins, M. Badré soutient que la finance peut agir pour le bien commun et l'amélioration de la vie en société. La gravité de l'impact de la pandémie n'est selon lui pas due aux dérives du capitalisme, mais à cause de l'absence de réponses nationales, et surtout de l'absence de solutions sociales et éthiques.

La perte de confiance en la finance est dûe à plusieurs causes.

Déjà, parce que la finance est occidental-centrée, et il s'agit avant tout d'une crise transatlantique, entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe. Et ce, depuis un siècle notamment à partir de 1945, où les Etats-Unis sont devenus la puissance économique mondiale, avec le dollar en principale monnaie internationale, car seule monnaie convertible en or depuis

les accords de Bretton Woods ; en plus de leurs plans économiques, tels que le plan Marshall, l'OTAN, le GATT (qui devint l'OMC) et la construction européenne ensuite.

Un premier changement conséquent a eu lieu le 13 septembre 1970, où la compagnie à l'époque des plus cotées, General Motors, ouvrit son conseil d'administration à trois membres de la société civile, ce que Friedmann dénonça en expliquant que le public ne devait se mélanger avec l'entreprise privée. Un second bouleversement important a eu lieu lorsque cette économie se basant sur le système organisé de l'étalon-or, fut supprimée le 15 août 1971 par Nixon, laissant place à un système de marché se basant sur la valeur des changes monétaires.

Ainsi, à partir de ce moment, toute notre économie était basée sur un système de marchés financiers. Ce qui aggrave les conséquences de notre crise actuelle : en effet, les inégalités sanitaires entre les pays développés et les pays peu développés sont importantes. Lors de cette crise, les tensions et inégalités entre les pays et au sein de pays se sont multipliées, les plus pauvres perdent toujours plus de revenus, les cinquante plus riches américains gagnent 500 milliards d'euros.

Puis, parce que la finance se base actuellement sur un système qui n'est pas durable, ne tenant pas assez compte des impacts écologiques de nos comportements. En effet, les marchés sont à la recherche de plus en plus de profits, s'inspirant le libéralisme de Friedman le profit comme une fin en soi et étant le cœur du système, intensifié par le néolibéralisme de Reagan, avec un marché des actionnaires, le capitalisme et la libre-circulation des capitaux.

L'essor de la question environnementale n'est que très récent. Après les grands rassemblements internationaux, le Club de Rome en 1972, la conférence de Rio et de Kyoto, ou plus récemment les Accords de Paris de 2015, qui ont pour but un système de croissance durable et inclusif, la situation écologique n'a pas connu de si grands changements. En effet, le système apporte peu d'incitation aux bons comportements, il y a surtout beaucoup d'intention et d'affichage mais peu d'action.

L'absence de confiance dans les marchés vient aussi de l'absence de régulation de ces derniers. Premièrement avec la crise de 2008, où le principal était de faire grandir les banques alors qu'elles avaient peu de capitaux propres. Deuxièmement, nous assistons à un capitalisme hors-sol avec un « égoïsme sociologique », marqué par une absence de solidarité. En effet, l'industrie financière repose sur le couple risque et rendement sans la prise en compte de l'environnement et du social. Il semble donc essentiel une intervention de l'Etat pour contraindre et inciter aux bons comportements via des règles et normes.

Un autre problème vient également de la « mondialisation unijambiste », avec une progression technologique et financière aux dépens de l'éthique et de la gouvernance. Cette situation est dangereuse, avec la création d'outils financiers risqués aux rendements forts. En exemple, les CDO2 de la crise des Subprimes qui rassemblaient tous les prêts les plus risqués. Ou encore de nos jours les crypto-monnaies qui se multiplient, les taux d'intérêts extrêmement faibles et négatifs, ou la gratuité de l'argent, avec les actions des banques centrales qui sont de plus en plus nombreuses. Selon M. Badré, les nouvelles technologies doivent être utilisées à bon escient et non pas pour la création d'outils financiers qui n'ont pas d'utilité.

Finalement, M. Badré propose dix principes pour concrètement changer le monde et répondre à tous ces enjeux :

- 1 Une bonne combinaison entre ambition et réalisme. C'est-à-dire qu'il faut accepter que certains changements prennent du temps, il faut donc une ambition sur le long terme mais du réalisme sur le déroulement et la réalisation du projet.
- 2 La santé de la planète équivaut à la santé économique et doit donc aller dans le même sens.
- 3 L'optimisation et la résilience doivent être au cœur du changement, et éviter le capitalisme hors-sol.
- 4 Une coopération entre secteurs privés et publics est souhaitable, afin d'élaborer ensemble un système durable.
- 5 Nous devons établir un système au service de l'Homme, et non pas l'Homme au service du système.
- 6 Nous devons retrouver toutes nos valeurs, surtout la fraternité qui a été oubliée face à la liberté et l'égalité. Cela doit aller au-delà de la simple solidarité.
- 7 La valorisation des entreprises sans valeur et l'intégrité de la valeur cardinale de celles-ci est importante.
- 8 Une souveraineté offensive partagée doit être mise en place. Aucun pays ne doit se replier sur lui-même, le développement durable ne doit pas être réservé uniquement aux pays de l'OCDE, mais aussi aux pays émergents, avec lesquels plus de communication serait souhaitable.
- 9 Il faut se développer mieux, pas plus, favoriser la qualité à la quantité.
- 10 Il faut permettre l'implication des plus jeunes dans nos enjeux actuels, afin que les générations futures ne soient pas handicapées.

Enfin, M. Badré finit par deux citations, l'une de Tolstoï « *Tout le monde veut changer le monde, personne ne veut se changer soi-même* », l'autre de Giraudoux « *Le privilège des grands est de croire qu'ils peuvent voir les catastrophes depuis leur terrasse* » de Giraudoux, et rend hommage à Theodore Roosevelt qui, selon lui, a su « faire la révolution pour éviter la révolution »...

Pour conclure, tous les acteurs, privés et publics, doivent agir ensemble, et se changer eux-mêmes pour garantir le développement économique durable de tous les pays du monde et retrouver le côté social et éthique de nos sociétés.

Compte-rendu par Narindra MIANDRISOA (Terminale 3), le 11 février 2021